

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 05/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2025-E20004
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE SA est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 (abrogé par l'arrêté

préfectoral du 27 mars 2006 mentionné ci-dessous) à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant 10 alvéoles),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021,
- arrêté préfectoral du 26 juin 2024 (mise à jour de la situation administrative et modifications des valeurs limite d'émission des rejets atmosphériques).

Le casier 22 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A l'arrivée sur site de l'inspection des installations classées et du laboratoire mandaté par la DREAL Hauts-de-France, la chaudière n°2 de 2,7 MW est en fonctionnement. Lorsque le laboratoire a commencé à installer son matériel pour réaliser les mesures cette chaudière s'est mise en sécurité (à l'arrêt). Cette chaudière s'est mise en sécurité à chaque fois après une dizaine de redémarrage effectuée par le technicien du site.

La torchère n'a pas pu être contrôlée pour des raisons d'anticipation de la logistique par le laboratoire.

Le laboratoire mandaté par la DREAL n'a donc pas été en mesure d'effectuer un contrôle inopiné.

Il a été constaté l'implantation d'une station par osmose inverse sur le site. Cette station n'était pas en fonctionnement. L'exploitant a transmis le 15 avril 2024 par courriel à la Préfecture et à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance relatif à l'utilisation des lixiviats traité par osmose inverse pour le lavage des engins, camions et des voiries de l'installation de stockage de déchets non dangereux. L'inspection des installations classées a transmis le 8 juillet 2024 à l'exploitant une demande de compléments mentionnant trois insuffisances.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Ouvrages de rejets	AP Complémentaire du 24/06/2024, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fréquences Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 26/06/2024, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Substances per- et	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux			
7	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eléments de contexte	Autre du 12/11/2024, article /	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 24/06/2024, article 4	Sans objet
4	Fréquences Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 9.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les points de contrôle n° 2, n° 5 et n° 7 du présent rapport de visite d'inspection. L'exploitant devra transmettre à la Préfecture de la Somme dans les délais mentionnés dans le rapport de visite d'inspection à réception de ce dernier, les actions correctives et les justificatifs pour les points de contrôle n° 2, n° 5 et n° 7.

Le cas échéant, si l'exploitant ne répond pas aux éléments mentionnés au-dessus, l'inspection des installations classées pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le Préfet de la Somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2024, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI Air de l'année n-1 : 29/09/2023 - RAPPORT N°83VF02367N° 19914829/1.1.2.R Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : Chaudière de 2,7 MW : SO ₂ = 52 g/h (47 g/h) Chaudière de 2,7 MW : HS ₂ S = 0,07 g/h (0,005 g/h)

<p>Torchère : Vitesse d'éjection = 4,42 m/s (> 8 m/s)</p> <p>Torchère : NOx = 0,058 Kg/h (0,012 Kg/h)</p> <p>Torchère : HF = 4,62 mg/Nm3 (2 mg/Nm3)</p> <p>Torchère HF = 7,6 g/h (0,6 g/h)</p> <p>Torchère : H2S = 0,08 g/h (0,03 g/h)</p> <p>Conditions de fonctionnement du site : Normale</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le contrôle inopiné Air 2023, les émissions atmosphérique des chaudières et de la torchère ont été modifiées par arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2024 suite au porter-à-connaissance de décembre 2022 complété en novembre 2023.</p> <p>Lors du jour de l'inspection, le contrôle inopiné n'a pas pu être réalisé pour des raisons techniques pour vérifier le respect de ces nouvelles VLE, un prochain contrôle inopiné sera organisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ouvrages de rejets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Dans toute la mesure du possible, les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois points de rejets canalisés sont constatés, à savoir les deux chaudières et la torchère. Un convergent est implanté en partie terminale de la cheminée de la chaudière n°2 de 2,7 MW.</p> <p>La chaudière n°2 de 2,7 MW est constatée en partie décalorifugée et avec des fuites sur le corps. L'exploitant précise qu'une intervention technique sera réalisée.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra les justificatifs que le corps de la chaudière n° 2 de 2,7 MW est remis en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements
Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF X 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Dans le rapport du contrôle inopiné du 29 septembre 2023, le laboratoire mentionne aux pages 4 et 14 pour la torchère que les trappes ne sont pas normalisées, mentionne la non-conformité à la NF X 44-052 pour ce qui concerne les orifices d'accès aux points de prélèvement, et que les mesures ont été réalisées au débouché. Le laboratoire conclut que les impacts sur la conformité des résultats sont faibles et pour certains paramètres sans impact. Compte tenu de ces éléments, l'inspection retient que les lacunes identifiées ne remettent pas en cause la conformité des mesures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquences Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets des chaudières et de la torchère utilisés pour la valorisation et la destruction du biogaz. Les paramètres à contrôler trimestriellement pendant les périodes d'exploitation et de suivi [...]
Constats :

L'exploitant a présenté en séance les mesures de mars 2024, juin 2024 et septembre 2024 pour les conduits n°2 (chaudière de 2,7 MW) et n°3 (torchère).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquences Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2024, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre du biogaz collecté et des paramètres de fonctionnement de l'installation et estime en permanence les teneurs en poussières rejetées.</p> <p>L'exploitant réalise à ses frais, un programme de surveillance annuelle pour les paramètres suivants, HAP et métaux pour les deux chaudières.</p> <p>D'autre part, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le nombre d'heure de fonctionnement de la chaudière n°1</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il réalise une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre du biogaz collecté et des paramètres de fonctionnement de l'installation et qu'il estime en permanence les teneurs en poussières rejetées.</p> <p>L'exploitant n'a pu justifier qu'il a réalisé le programme de surveillance annuelle pour les HAP et les métaux. Il précise qu'il va réaliser le programme de surveillance annuelle pour les HAP et les métaux en décembre 2024.</p> <p>La chaudière de secours n°1 de 1,3 MW ne fonctionnait pas. Il a été constaté des boutons en défaut (couleur rouge) sur le tableau de cette chaudière. L'exploitant précise qu'il a informé l'inspection des installations classées de la non remise en service par courrier de novembre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs concernant le premier alinéa de la prescription.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs au deuxième alinéa de la prescription.</p> <p>Si l'exploitant l'exploitant ne remet pas en service la chaudière n°1 de 1,3 MW, il transmet les justificatifs relatifs à son démantèlement et à sa cessation d'activité/d'exploitation conformément aux R512-46-24 bis et suivants du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements, analyses et transmission des résultats

Prescription contrôlée :

[...]

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.

Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses des mois de janvier 2024, de février 2024 et de mars 2024

<p>dans GIDAF pour la première campagne d'analyse compte tenu de la rubrique n° 2760.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a commenté les résultats de la campagne d'analyse conformément au III de la présente prescription.</p> <p>Néanmoins, il a indiqué un débit de rejet nul, ce qui ne permet pas une estimation du flux de PFAS rejeté à partir des concentrations mesurées. Tel que l'a demandé l'inspection des installations classées dans un courriel du 17 décembre 2024 adressé aux exploitants dans ce cas de figure, il convient que l'exploitant rectifie sa déclaration pour que le flux rejeté puisse être estimé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour sous 1 mois sa déclaration GIDAF en indiquant un débit les jours de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Conduite d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envois de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le mode de stockage permet de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté des envois de déchets sur la voie desservant le casier n°22 mis en exploitation. L'exploitant n'a pas mis en œuvre de système permettant de limiter l'envol de déchets en provenance du casier n° 22.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a resensibilisé son personnel sur la gestion des envois de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs qu'il a mis en œuvre un système pour limiter les envois et capter les éléments légers envolés pour le casier n° 22.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>